

Bundesgericht

Tribunal fédéral

Tribunale federale

Tribunal federal



CH-1000 Lausanne 14
Dossier n° 11.5.2/25_2019

Lausanne, le 18 juillet 2019

Communiqué de presse du Tribunal fédéral

Arrêt du 2 juillet 2019 (6B_509/2018)

La possession d'une quantité minime de cannabis par un mineur n'est pas punissable

La simple possession de moins de dix grammes de cannabis par un mineur n'est pas punissable. Il ne ressort pas des dispositions légales et des travaux préparatoires y relatifs que des mineurs, qui se bornent à préparer une quantité minime de cannabis pour la consommation personnelle (qui est en principe punissable), devraient être traités de manière différente que les adultes.

La police a trouvé chez un mineur âgé de 16 ans, 1,4 gramme de marijuana destiné à la consommation personnelle. Par ordonnance pénale, le procureur des mineurs de Winterthour l'a déclaré coupable d'une contravention à la loi sur les stupéfiants (LStup) et a prononcé une réprimande. Le Tribunal de l'arrondissement de Winterthour l'a acquitté, ce qui a été confirmé par la Cour d'appel du canton de Zurich.

Le Tribunal fédéral rejette le recours du procureur général des mineurs du canton de Zurich. Celui qui se borne à préparer des stupéfiants en quantités minimales, pour sa propre consommation, n'est pas punissable (article 19b alinéa 1 LStup). Selon la jurisprudence, sont considérés comme actes préparatoires notamment l'acquisition et la possession d'une quantité minime de cannabis. Le Tribunal fédéral n'a pas encore eu à trancher la question de savoir si cette exclusion s'applique également aux mineurs. Lorsque les dispositions en question ont été introduites en 1975, la consommation de cannabis par des mineurs était un problème connu. Or, il ne ressort ni des dispositions légales, ni des travaux préparatoires y relatifs, que la non-punissabilité des actes pré-

paratoires d'une quantité minimale de cannabis pour la consommation personnelle était limitée aux adultes.

Aucun élément contraire ressort de la révision de la loi sur les stupéfiants en 2012. Le législateur avait alors prévu que moins de dix grammes de cannabis sont considérés comme une « quantité minimale » (article 19b alinéa 2 LStup) et que la consommation de cannabis par un adulte est sanctionnée avec une amende d'ordre de 100 francs (article 28b LStup). Or, la procédure relative aux amendes d'ordre n'est pas appliquée aux infractions commises par des mineurs. Néanmoins, on ne saurait en déduire la punissabilité des mineurs concernant des actes préparatoires d'une quantité minimale de cannabis. La protection des mineurs joue un rôle central dans la LStup, mais n'est pas mise en oeuvre par des peines plus sévères à l'encontre des mineurs qu'à l'encontre des adultes. Le législateur a plutôt considéré que la mise à disposition des stupéfiants aux mineurs est punie de manière plus sévère et a prévu des mesures spécifiques de prévention et de thérapie.

Contact : Peter Josi, Chargé des médias
Tél. +41 (0)21 318 91 53; Fax +41 (0)21 323 37 00
Courriel : presse@bger.ch

Remarque : Le communiqué de presse sert à l'information du public et des médias. Les expressions utilisées peuvent différer du libellé de l'arrêt. Pour la jurisprudence, seule la version écrite de l'arrêt fait foi.

L'arrêt est accessible à partir du 18 juillet 2019 à 13:00 heures sur www.tribunal-federal.ch :
Jurisprudence > Jurisprudence (gratuit) > Autres arrêts dès 2000 > entrer 6B_509/2018.